

Après le 1^{er} acte du Ségur de la santé, nos points de vigilance

En mai-juin, nous sortions d'un long confinement. A ce jour, l'avenir sanitaire reste incertain. Les bouleversements vécus ont nourri de multiples attentes et nos envies. Pour des changements profonds, dans tous les domaines : politiques, sociaux, économiques, écologiques...

Le champ de la santé a connu, déjà avant la crise sanitaire, une mobilisation historique en faveur de l'hôpital public. Et ce, malgré la réduction drastique des moyens en lits, en personnels, en travaux et en dépit d'une gouvernance purement financière, et ce pendant plusieurs décennies.

L'hôpital public a été mis à rude épreuve durant la 1^{ère} vague. L'opinion a été témoin de l'engagement des hospitaliers et de la déshérence des autres professionnels des soins et de prévention.

« *Les choses ne seront plus comme avant* », avait déclaré le président de la République. Dès l'amorce du déconfinement, les autorités de santé ont pris l'initiative d'une réunion de concertation pour refonder l'hôpital public, *le Ségur de la Santé*. De très nombreuses contributions ont été faites dans ce cadre. Syndicats, associations, sociétés savantes, commissions de réflexions à l'initiative des ARS, comités de professionnels et autres acteurs mobilisés, ont convergé autour de la nécessité des revalorisations promises, d'un moratoire sur les mesures d'austérité et pour une réforme profonde du système de santé.

Colibris en santé¹, nous avons apporté notre modeste part dès le 16 juin 2020 autour de 8 propositions non seulement au sujet de l'hôpital mais aussi en amont et autour de lui, à partir d'une réorganisation du système de soins². Nous avons aussi recensé de nombreuses convergences entre les différentes contributions dont nous avons tenté d'en synthétiser les apports³. Nous avons entendu et lu des visions différentes selon les multiples protagonistes du champ de l'hôpital et de la santé⁴. C'est bien normal tant ce champ est multiple et complexe.

Ce qui semble être une première étape du Ségur de la santé s'est achevée. Les conclusions présentées rapportent deux accords signés par une partie des syndicats⁵ portant sur une revalorisation des salaires des personnels hospitaliers publics et privés (lucratif et non lucratif), des engagements de créations d'emplois et des investissements. Les personnels concernés et leurs organisations ont apprécié pour certains les avancées, en ont souligné les limites et les nombreux domaines non encore traités, pour d'autres.

1 www.descolibrisensante.fr

2 « Refonder L'hôpital. Certes. Mais dans une autre organisation des soins. »

3 Schoene Marc . De prometteuses convergences en promotion de la santé Docteur Marc Schoene Sur le site www.descolibrisensante.fr https://bb5c5e96-9c4e-44eb-937c-39ca63ffbf0c.filesusr.com/ugd/ba59e5_c16e5e68064c45d5a756fa4b13566cc8.pdf

4 **Hubert Jaspard** : Ségur de la santé : pourquoi est-il si difficile de répondre aux attentes des soignants ? Site *the conversation* ; <https://theconversation.com/segur-de-la-sante-pourquoi-est-il-si-difficile-de-repondre-aux-attentes-des-soignants-141814>

5 Trois syndicats (FO, CFDT et Unsa) ont signé l'accord concernant le personnel non-médical (CGT et Sud n'ont pas signé) , et trois syndicats (INPH, CMH et Snam-HP) ont signé l'accord concernant les médecins, et deux autres (APH et Jeunes médecins) ont refusé de le signer dénonçant des arbitrages « incompréhensibles » et un « simulacre de négociations »

Pour notre part, si l'effort de revalorisation et les engagements pris en matière de création d'emplois et des investissements sont des premiers pas. Le chemin est encore long pour des réponses à la hauteur des besoins de l'hôpital, que ce soit en termes d'organisation interne ou d'organisation systémique.

L'organisation du travail, les modes de financement, les missions de l'hôpital public ainsi que des établissements médico-sociaux et privés n'ont pas encore été abordés ou traités sur le fond.

Mais l'hôpital n'est pas et ne doit pas être l'alpha et l'oméga du système de soins. Et son avenir, au-delà des moyens et conditions de travail de ses personnels, de son nombre de lits, doit être lié aux moyens, à la qualité et à l'organisation des soins de santé primaires, à celui du meilleur accès aux soins, à celui d'une cohérence dans l'organisation des soins, à celui de la qualité de vie (éducation, logement, travail) de la population. C'est le sens de nos 8 propositions.

Bien plus, si ce premier effort gouvernemental sur les ressources était nécessaire et doit être approfondi, on ne peut se satisfaire d'en rester à la seule logique des moyens.

On devra, tôt ou tard, répondre aux questions en suspens ou ignorées :

- la nature des soins et celles des pratiques, ainsi que de leurs pertinences,
- la nature des organisations et des services de soins, leurs articulations, avec les problématiques de l'accès, de la proximité et des différents niveaux de soins, allant des soins de santé essentiels, - soins de santé primaires, dirait l'OMS- jusqu'aux soins les plus spécialisés,
- la problématique des médicaments, des plus essentiels aux plus inutiles et/ou toxiques sans compter leur disponibilité, la sécurité de leurs accès, et celle des prix,
- la place de la prévention à différents échelons et secteurs,
- une vision plus offensive de la santé des gens dans leurs milieux de vie et de travail.

Ces points ne sont que quelques aspects d'une vision autre des soins, de la prévention et de la promotion de la santé, si on veut que la santé devienne un bien commun et d'accès universel.

Alors que le gouvernement semble se satisfaire des accords signés pour clore ce Ségur, **nous appelons à ce que soit poursuivi , amélioré et élargi le processus de concertation, via tous les espaces et supports possibles qui seraient jugés pertinents par TOUS les acteurs concernés.**

Notre groupe de réflexion s'associera à tous ceux qui souhaitent que la dynamique pour transformer notre système de santé, ne reste pas sans lendemain.

D'où l'exigence à redoubler de vigilance, de mobilisation, d'initiatives, pour tout à la fois saluer et accompagner toute mesure allant dans le sens de la promotion de la santé, et peser par toute forme d'intervention citoyenne imaginable, en faveur de mesures de rénovation du système de santé.

Les colibris en santé